

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

CONSERVATOIRE D'ASNIERES
ASSOCIATION LOI 1901

4 RUE DE L'ÉGLISE
92600 ASNIERES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « CONSERVATOIRE D'ASNIERES SUR SEINE », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve » nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

I. Fondement de l'opinion avec réserve

Une subvention d'investissement a été reçue de la Mairie d'Asnières pour 40 000€ en avril 2022. Des immobilisations ont été acquises en contrepartie et amorties en 2022 à hauteur de 1 561€. La totalité de la subvention a été comptabilisée en produit, or celle-ci aurait dû être rapportée progressivement au résultat au rythme des amortissements. Il en résulte une majoration des produits et donc du résultat de l'exercice de +38 439€.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

III. Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par votre conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

IV. Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

V. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 29 juin 2023

Jocelyn DAGORNE
Le Commissaire aux Comptes
SARL D.B.A.



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	6 800,00	6 669,44	130,56	1 930,01
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	251 012,00	202 041,23	48 970,77	14 079,98
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15,00		15,00	15,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	257 827,00	208 710,67	49 116,33	16 024,99
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	215 071,46		215 071,46	204 639,57
Fournisseurs débiteurs				
Personnel				1 300,00
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires				
Autres créances	842,76		842,76	5 597,96
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	281 665,26		281 665,26	340 613,19
Charges constatées d'avance	283,00		283,00	174,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	497 862,48		497 862,48	552 324,72
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion – Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	755 689,48	208 710,67	546 978,81	568 349,71

Bilan

	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
PASSIF		
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-8 795,61	-23 971,16
Résultat de l'exercice	3 298,36	15 175,55
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-5 497,25	-8 795,61
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	63 284,00	63 284,00
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	63 284,00	63 284,00
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	95 670,23	122 696,42
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	95 670,23	122 696,42
Emprunts et dettes financières diverses	60,00	77,00
Emprunts et dettes financières diverses – Associés		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 901,20	11 417,22
Personnel	51 483,18	53 598,30
Organismes sociaux	82 902,37	91 474,88
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires		
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	7 254,26	6 067,58
Dettes fiscales et sociales	141 639,81	151 140,76
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	248 920,82	228 529,92
TOTAL DETTES	489 192,06	513 861,32
Ecarts de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	546 978,81	568 349,71

Compte de résultat

	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois
PRODUITS		
Production vendue	488 813,55	435 343,25
Subventions d'exploitation	696 201,00	667 880,00
Autres produits	9 270,46	54 067,88
Total	1 194 285,01	1 157 291,13
CONSOMMATION M/SES & MAT		
Autres achats & charges externes	133 829,75	105 742,18
Total	133 829,75	105 742,18
MARGE SUR M/SES & MAT	1 060 455,26	1 051 548,95
CHARGES		
Impôts, taxes et vers. assim.	40 162,00	40 905,00
Salaires et Traitements	664 932,49	697 512,48
Charges sociales	341 188,28	295 723,05
Amortissements et provisions	9 418,72	10 987,51
Autres charges	1 759,60	2 239,88
Total	1 057 461,09	1 047 367,92
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 994,17	4 181,03
Produits financiers	1,87	0,86
Charges financières	1 016,53	793,03
Résultat financier	-1 014,66	-792,17
RESULTAT COURANT	1 979,51	3 388,86
Produits exceptionnels	2 327,13	14 307,54
Charges exceptionnelles	1 008,28	2 520,85
Résultat exceptionnel	1 318,85	11 786,69
RESULTAT DE L'EXERCICE	3 298,36	15 175,55

CONSERVATOIRE D'ASNIÈRES

4 Rue de l'église
92600 ASNIERES

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS ETABLIS AU 31 DECEMBRE 2022

PRINCIPE

Le bilan et le compte de résultat ont été établis conformément aux conventions comptables dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base.

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

Ces comptes présentent un excédent des recettes sur les dépenses de 3298,36 €uros

NOTE SUR LES COMPTES DE BILAN

ACTIF

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire en fonction de leur durée de vie. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

- Logiciels 20%
- Instruments de musique 20 % ou 33 %
- Matériel de bureau 20 % ou 33 %

Le tableau de variation des immobilisations est présenté ci-dessous :

	VALEUR BRUTE AU 31 décembre 2021	ACQUISITION	MISE AU REBUS	VALEUR BRUTE AU 31 décembre 2022
Logiciels	10 080,61		3 280,61	6 800,00
Instruments de musique	183 601,77	37 904,38		221 506,15
Matériel de bureau	16 884,11	2 259,88	5 513,76	13 630,23
Mobilier	14 068,02	2 345,80	538,20	15 875,62
	224 634,51			257 812,00

CREANCES D'EXPLOITATION

Le détail est le suivant :

Produits à recevoir	842,76
Charges constatées d'avance	283,00
	1 125,76

DISPONIBILITES

Le détail est le suivant :

Caisse d'épargne- compte courant	245 158,85
Caisse d'épargne- livret A	116,26
Crédit Mutuel- compte courant	33 229,71
Crédit Mutuel- Compte retraite	3,48
Crédit Mutuel- Compte dons	1,30
Crédit Mutuel- Compte livret orange	-
Crédit Mutuel- Compte livret partenaire	2 925,20
Caisse	230,46
	<hr/>
	281 665,26

PASSIF

DETTES FOURNISSEURS

Elles s'analysent de la façon suivante :

Fournisseurs dus	2 901,20
Fournisseurs factures non parvenues	-
	<hr/>
	2 901,20

DETTES FISCALES ET SOCIALES

Elles s'analysent de la façon suivante :

URSSAF	27 601,84
HUMANIS	12 220,96
MUTUELLE GENERALE SANTE	418,86
Organismes sociaux charges à payer	22 152,00
Taxe sur les salaires	2 972,00
	<hr/>
	65 365,66

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Elles s'analysent de la façon suivante :

Congés payés	51 271,78
Charges sociales sur congés payés	20 508,71
	<hr/>
	71 780,49

ANNEXE

Il y a lieu de signaler les faits suivants :

Indemnités de départ en retraite et autres obligations sociales :

Les indemnités de départ en retraite seront intégrées chaque année dans le budget et seront financées par les subventions courantes. Dans le cas d'obligations complémentaires, le versement d'une subvention exceptionnelle devra être négociée avec la Mairie d'Asnières sur seine pour y faire face.

Il n'a pas été constitué de provision pour le DIF (droit individuel à la formation), les demandes de financement étant prise en charge par l'organisme collecteur, à savoir "Uniformation".

Deux procédures de prud'hommes sont en cours, déposées par Madame OLDAK et Madame COUSIN contre le Conservatoire. A cet effet, il a été constitué des provisions pour risques à hauteur de 30%.